

N° 1 Novembre 2015

LE MOT DE L'EQUIPE DE REDACTION

La section 25 de Solidaires Finances Publiques vous présente le premier numéro de "l'Assaut du Doubs". Ce périodique est destiné à vous informer, de façon satirique et moins conventionnelle que de coutume, de votre actualité locale et nationale professionnelle.

L'équipe de rédaction espère que vous apprécierez à la fois la teneur et le ton de ce journal et vous en souhaite bonne lecture...

EDITO

Pour une majorité d'entre nous, après une année encore difficile, la période des congés d'été fut la bienvenue pour se reposer, profiter des siens et reprendre des forces.

En effet, dans tous les services de la DRFIP 25, l'année a été dure. Nos conditions de travail se détériorent de jour en jour, nous devons faire face à une charge de travail de plus en plus importante, nombre de missions et de postes disparaissent... tout cela dans un contexte de suppressions massives d'emplois.

Au 1er septembre, beaucoup d'entre vous ont trouvé des chaises vides à la place de collègues. Et, cerise sur le gâteau, notre rémunération stagne...Voire baisse ! L'année aura aussi été riche en mobilisations, en actions locales et nationales, pour nos salaires, nos conditions de travail, nos emplois et pour la défense des services publics...

Face à ces mobilisations, les directions

tant locales que générales, restent sourdes à nos revendications et envoient notre administration droit dans le mur. La seule réponse qu'elles nous donnent, c'est... fusion de pôles, de services, suppressions de missions, fermetures de trésoreries, réductions des horaires d'ouverture, dématérialisation, autant de prétendus remèdes qui ne règlent rien et qui ne sont au contraire que la déclinaison de leur volonté de détruire le service public.

Face à cette situation, il est urgent de rester mobilisés et de continuer à nous faire entendre, toujours plus fort, pour nos emplois, nos conditions de travail, nos salaires, nos missions.

Tel a été le cas le 8 octobre dernier avec un appel intersyndical à la grève, puis par la poursuite d'actions ponctuelles telles celle du 9 octobre devant la DRFIP. Ce sera encore le cas le 18 novembre avec un nouvel appel à la grève...

On lâche rien !!!

ACCUEIL NOUVEAUX AGENTS AU 1er SEPTEMBRE

La DRFIP du Doubs vous accueille avec ses services en sous-effectifs, ses réorganisations hasardeuses, ses restructurations sauvages, ses trésoreries qui ferment, ses conditions de travail qui se dégradent... Vos premières préoccupations en arrivant dans le Doubs :

- RH : Vite, une demande de mutation...
- Budget logistique : Désolé, y'a plus de sous !
- L'action Sociale : C'est où la médecine de prévention ? Je me sens pas bien du tout !
- La restauration : C'est drôle, depuis que je suis là, j'ai plus d'appétit !

Le département du Doubs c'est aussi ses montagnes (moins 30° en hiver, 45° en été), ses lacs, ses vaches montbéliardes, ses chevaux comtois, sa Morteau (20 cm de pur plaisir), ses tuyés (ou tu y es pas), son Comté AOC, sa cancoillotte (la colle en langage local), son FCSM dernier de ligue 2 (racheté par les chinois), sa DRFIP (bientôt DDFIP) et ses CFP (dépêchez-vous, y'en aura bientôt plus !)

Bref... Bienvenue en Franche-Comté ! Et surtout... Bon courage !!!

Sommaire :

- Le mot de l'équipe de rédaction
- Édito
- Accueil nouveaux agents
- Alarme incendie
- Finissons-en avec leur dialogue social
- RQTH
- Travail le dimanche
- A propos des images et des faits
- Si c'est pas malheureux
- Interview de Georgette EL JAMES
- Humour



Alarme incendie

Depuis mars dernier, la loi impose la pose de détecteurs de fumées. Solidaires 25 entend demander très rapidement à la direction locale la pose de ce type de matériel dans les salles de réunion de la DRFIP.

Cela revêt en effet un caractère d'urgence en raison des incessantes tentatives d'enfumage émanant de notre directrice lors des différentes instances qu'elle préside en présence des représentants du personnel.



Finissons-en avec "leur" dialogue social. Imposons un réel rapport de force et de « véritables négociations »!

A Solidaires Finances Publiques 25, nous avons déjà écrit que le dialogue social était une belle supercherie. Manuel VALLS, de son côté, pourrait se contenter du dialogue socialiste, assez limité convenons-en, mais il veut encore et toujours plus de dialogue social ! Pour celles et ceux qui n'ont jamais été conviés à s'asseoir à une table pour social-dialoguer, voilà un mot qui leur paraîtra sans doute fort joli... Nous sommes désolés de leur montrer qu'ils font une erreur d'appréciation.

Ainsi pourraient parler le chef du gouvernement, ses ministres, le DGFIP, la DRFiP..etc.

« Laissez venir à moi tous ces gentils et naïfs syndicalistes afin qu'ils apprennent ce que dialogue social signifie ... En vérité, je vous le dis, ils vont se faire enfumer tout en croyant que leur présence à ma table leur donne de l'importance. J'ai bien précisé « à ma table » ! En effet, on parle d'une table lorsque l'on y discute, échange des propositions, bref, lorsque l'on **négoce** ! Et bien autour de ma table, on ne négocie pas. D'ailleurs, il y a belle lurette que l'on ne négocie plus dans ce pays (cf. Le blocage des salaires depuis 5 ans) Et j'espère que ça va durer encore longtemps ! Pour moi, une seule chose compte : que les chaises autour de ma table soient bien occupées ! Le reste n'a aucune importance. Je leur impose tout ce que je veux faire passer en matière de réformes, contre-réformes, voire contre-contre-réformes... Depuis

le temps qu'ils se font tondre la laine revendicative sur le dos, il n'y a pas de raison que cela s'arrête. Je ne suis pas loin de penser qu'ils en redemandent... Pour les syndicats, le seul objectif est de renforcer les troupes pour faire rentrer davantage de cotisations. On dirait que leurs revendications passent aux oubliettes...pourvu qu'on soit nombreux aux AG annuelles à l'heure de l'apéro ! J'ajouterai encore que je déteste tellement les syndicats (enfin, ceux qui essaient de se battre) que, tout comme mon camarade MACRON, je leur préfère les patrons des grands groupes, comme M. De JUNIAC. Quel homme ! Pourvu qu'il reste encore longtemps à son poste ! Le courageux PDG d'Air France-KLM a préféré envoyer à sa place un lampiste « mouiller sa chemise » pour annoncer 2900 suppressions d'emplois aux personnels. »

Voilà sans doute à quoi pensent ces messieurs-dames qui nous gouvernent. Les exemples du mépris qu'ils affichent pour les représentants des personnels, on en dénombre une multitude, chaque jour du quinquennat que François HOLLANDE fait !

Si une majorité de syndicats refusent de signer le permis de dialoguer sur le PPCR, El Manu menace de passer en force, tel un taurillon catalan bondissant hors de l'arène !

« Tu signes et on papote. Tu signes pas, mais je fais tout passer, sans papoter !
Ah qu'il est doux de gouverner ainsi... »

Cette manière de diriger n'est pas propre à l'ancien ministre de l'Intérieur. Celles et ceux qui sont aux commandes, sur les échelons d'en dessous, sont éclairés par le phare de Maignon. Il n'y a pas 36 façons de faire avec des empêcheurs de gouverner en rond !

Alors, arrêtons nous un instant dans le département du Doubs. C'est beau, c'est frais, c'est bien vert. Bref, il y fait bon vivre. En pleine nature peut-être, mais à la DRFiP, c'est beaucoup moins bucolique...

Ses mois, ses semaines parmi nous seraient-ils comptés ? Elle est dans le couloir...

Elle attend...Elle va encore prendre du galon (?)

Mais, en attendant son pot de départ, faudrait pas s'amuser à lui chatouiller la plante des pieds ! Pas plus en CTL qu'en CHS-CT ! Les vilains représentants de Solidaires vont bien se tenir tranquilles quelques temps. Que leur barbecue enfume les locaux de QVP ou d'autres sites lui importe peu, dès l'instant où ils ne l'indisposent pas avec leurs questions de plus en plus « déplacées » !



Reconnaissance de la Qualité de Travailleur Handicapé

Selon la loi, les entreprises doivent avoir dans leurs effectifs 6 % de personnes handicapées. La DGFIP n'échappe pas à cette obligation. C'est pour cela que des annonces d'offres d'emploi sont diffusées chaque année spécifiquement et localement en direction des personnes en situation de handicap. Le choix se fait sur diplôme, puis entretien, la titularisation intervenant au bout d'un an de stage.

Beaucoup d'agents recrutés selon ce schéma, ne souhaitent pas être étiquetés « handicapés ». C'est leur volonté !

Cependant ce statut vise à les protéger et à garantir leurs droits, à savoir :

- Compensation du handicap (accompagnement ou aménagement spécifique du poste de travail en lien avec les restrictions définies par la médecine professionnelle).
- Possibilité de faire évoluer le poste de travail.
- Accession plus facile à un bilan de compétence ou à une formation en cas de restriction d'aptitude ou d'impossibilité d'exercer ses fonctions .

Ce document appelé RQTH (Reconnaissance de la Qualité de Travailleur Handicapé) doit être transmis d'une part au service RH par l'intermédiaire de la correspondante handicap local et d'autre part au médecin de prévention.

Il est précisé que tout agent handicapé peut, à tout moment de sa carrière, demander cette qualification.



TRAVAIL LE DIMANCHE !

La loi Macron fait beaucoup parler d'elle et le travail du dimanche est le sujet n°1 dans tous les médias.

Les fonctionnaires pas concernés ?

Pas si sûr !

Bien évidemment, au premier degré, aucun danger à redouter, mais attention aux similitudes de stratégie et aux pièges de la communication. Demain pour « détricoter » encore un peu plus le statut général, la tactique de la loi Macron peut être une menace pour nous.

Explications :

Tout d'abord, il faut savoir qu'à propos du travail le dimanche, le gouvernement ne relaie pas un mouvement de salariés, mais une revendication de certains patrons de magasin de bricolage, lesquels ont manipulé une partie de leur personnel pour monter des pseudo-manifestations et faire croire à l'opinion qu'il y avait une forte demande de déréglementation du droit du travail. Une récente émission de télévision a très clairement démontré la machination et expliqué que les patrons avaient en l'occurrence suivi la stratégie de cabinets de communication ayant tout étudié et mis

en place, y compris les slogans des manifestants manipulés. Il a suffi d'une campagne de lobbying auprès de responsables politiques bien ciblés pour boucler l'affaire, et voilà notre ministre de l'Économie qui monte au créneau et assure qu'en permettant l'ouverture des magasins 12 dimanches par an, il va relancer notre économie.

En guise de défense, M. Macron reprend le discours des patrons et met en avant le « volontariat », les « compensations » et de prétendus « accords majoritaires ». Mais qui ignore que dans les entreprises c'est le poids de la menace qui gouverne et non l'esprit démocratique ?...

Oui, on peut croire à une phase de lancement avec des volontaires et des salaires un peu bonifiés ;... mais pour combien de temps ? Une accélération du chômage, un changement de gouvernement, une nouvelle crise financière, ... et hop, disparues les prétendues garanties, enterrées les 35 heures et ouverture le dimanche pénalisée. Pas contents ?... Dehors, il y en a qui attendent et qui accepteront les nouvelles règles du jeu.

Fonction Publique préservée d'une telle sauvagerie ?...

Il y a quelques années, le syndicalisme combatif a empêché l'ouverture des services le samedi et on nous avait aussi parlé de volontariat, de compensations...

Demain on peut nous refaire le coup pour le télétravail, pour dénaturer encore plus les règles d'affectation, pour laminer totalement les doctrines d'emploi, pour détruire le principe de séparation du grade et de l'emploi, clé de voûte du statut général des fonctionnaires.

Attention, l'esprit MACRON peut être mis au service du patronat, mais il peut souffler sur un territoire beaucoup plus large.

OUVERTURE DES GUICHETS LE DIMANCHE !



A PROPOS DES IMAGES ET DES FAITS

Après les guerres du Golfe, on découvrit mais un peu tard que derrière les jeux vidéos médiatisés se cachait des centaines de milliers de morts irakiens.

A l'inverse aujourd'hui, l'actualité fourmille d'événements où c'est le choc des images qui sert à masquer la véritable cruauté des faits .

Le dérapage récent de certains salariés à Air France et l'épisode de deux de ses dirigeants fuyant avec leur chemise déchirée a donné lieu à des photos qui ont fait le tour du monde et à un florilège de commentaires enflammés. Ceux qui font profession de vouer aux gémonies toute action syndicale ont donné libre cours à leur vindicte habituelle. Une journaliste y a même vu un abaissement de « l'image de la France ». Rien moins !

AIR FRANCE :

LA VIOLENCE DES GEMISES

CHEMISE EN TISSU

CHEMISE EN PAPIER



Les responsables politiques ne furent pas en reste. Un ancien président, toujours dans la nuance, a parlé à ce propos de « chienlit » et de « risque de lynchage » encouru par le DRH d'Air France. Un micro-ministre a qualifié ces gens désespérés de « personnes stupides » et le premier d'entre eux de « voyous ».

Bien peu se sont avisés que le fait de chasser de leur emploi des salariés constituait une formidable violence. Seule ou presque, une voix s'est élevée, qui semble leur répondre :

« Oui, monsieur le ministre, la violence c'est chose grossière, palpable, saisissable chez les ouvriers ...

Le propre de l'action ouvrière dans ce conflit, lorsqu'elle s'exaspère, c'est de procéder en effet par la brutalité visible et saisissable des actes... Ah le patronat n'a pas besoin, lui, pour exercer une action violente, de gestes désordonnés et de paroles tumultueuses ! Quelques hommes se rassemblent, à huis clos, dans la sécurité, dans l'intimité d'un conseil d'administration, et à quelques-uns, sans violence, sans gestes désordonnés, sans éclats de voix, comme des diplomates causant autour du tapis vert, ils décident ...»

Ils décident en effet, dans une froideur pire que la violence, du sort de milliers de salariés !

Ces paroles n'ont pas été tenues en Octobre 2015 mais le 19 juin 1906 par un certain ... **Jean Jaurès !**

Si c'est pas malheureux !

Si nous pouvons tous constater l'amaigrissement de nos missions et la dégradation des moyens mis à notre disposition pour faire correctement notre travail cela ne signifie pas pour autant que nous sachions pourquoi nous sommes ainsi soumis à ce régime *Dukan*...

C'est à cause, on vous le donne Émile, de la **dette exorbitante de l'Etat** ! Ce fameux truc dont on nous dit qu'on va le léguer aux générations futures en oubliant que c'est aussi aux créanciers des générations futures qu'il faudra le payer. (Sans parler de la concurrence internationale, de la mondialisation, du code du travail, de la réglementation environnementale etc...)

Forcément, avec une dette aussi exorbitante (95,5% du PIB) il faut absolument faire des économies. Ah, si nous pouvions avoir une dette publique aussi faible que celle de la Syrie (57,3% du PIB) de l'Éthiopie (55,10%) du Libéria (8,1%) ou même de la Lybie (2,9%) ! Pas de doute que tous nos problèmes seraient résolus. Baissons la dette publique et nous serons bientôt aussi heureux que les Syriens !

D'accord, si nous devons faire des économies à cause de la dette et s'il n'y a plus d'argent pour la santé, pour les universités, pour les retraites, pour

remplacer les fonctionnaires qui partent à la retraite, pourquoi diable le gouvernement a-t-il décidé (dans le cadre du CICE) de redistribuer aux entreprises tous ces milliards que nous n'avons pas ? Parce que c'est pas une paille, déjà 14,2 milliards de deniers publics cette année, 18 milliards fin décembre (après 11,2 milliards l'an dernier et on ne vous parle que du CICE !), soit déjà 29 Milliards en deux ans ! Et c'est pas fini !

C'est simple nous dira-t-on, avec un petit air arrogant, histoire de bien nous faire comprendre qu'il faut vraiment pas être malin pour oser poser une question pareille, c'est parce que les entreprises créent la richesse dans le pays (les fonctionnaires ne servent à rien) et que pour cela elles ont besoin d'argent pour pouvoir investir, embaucher, relancer la croissance et ainsi faire baisser le chômage et inverser la courbe.

OK, OK, OK, si un gouvernement impose à ses citoyens de sévères mesures d'austérité, avec de lourdes conséquences sur l'emploi, l'éducation, la santé, la justice, la sécurité, il n'irait pas redistribuer des milliards à des entreprises si il ne savait pas parfaitement ce qu'il faisait. Il faut au moins leur donner le bénéfice du doute. Ils ont l'air tellement sûrs d'eux !

Hélas, une étude récente de la banque Natixis (pas vraiment des gauchistes) nous apprend que... non, ils ne savent pas ce qu'ils font ! Ils croient peut-être le savoir, mais ils ne le savent pas ! Ainsi cette étude montre que les milliards distribués n'ont servi à rien ! Enfin si, ils ont servi à augmenter les marges bénéficiaires des entreprises. Mais à quoi donc ont servi ces augmentations des marges bénéficiaires des entreprises ? Et bien cette banque nous le dit :

"On observe aujourd'hui malheureusement que le seul usage, pour l'instant, de la hausse des marges bénéficiaires est l'augmentation des réserves de cash des entreprises."

"l'augmentation des réserves de cash des entreprises" !! Comme ils disent, 29 milliards dépensés pour rien, c'est malheureux ! Quelque chose nous dit que nous allons encore devoir faire des économies !!!



LE PV DE CTL QUE VOUS NE LIREZ JAMAIS !

Interview de Georgette EL JAMES :

L'Assaut Du Doubs : « Les collègues qui ont encore la chance d'avoir une imprimante s'inquiètent de ne plus pouvoir commander de cartouches couleurs. Quelles solutions la direction peut-elle leur apporter ? »



Georgette EL JAMES : « Vous n'êtes pas sans savoir que le budget de la DRFIP est contraint, que nous devons faire face à des dépenses imprévues et qu'une ponction a été faite sur le budget local pour financer le plan VIGIPIRATE. »

A.D.D. : « Certes, mais vous ne répondez pas à notre question »

GEJ : « La consigne a été passée aux utilisateurs d'imprimer en 50 nuances de Grey »

A.D.D. : « En 50 nuances de gris vous voulez dire ! »

GEJ : « Oui pardon ! Mais ils y passeront de Grey ou de force... »

Un pour tous, tous contraints !

Humour : encore que !!!!



